

FJIA005 Introduction à la civilisation et histoire françaises

IV. L'économie française depuis un demi-siècle

I) Introduction : La France jusqu'en 1973 (fin des « Trente Glorieuses »)

- Depuis ses origines, la puissance économique liée à sa démographie.
 - Sous Louis XIV, la France est le pays le plus peuplé d'Europe - économiquement dominant.
 - toutefois handicapé par la faiblesse récurrente de sa flotte marchande et militaire.
- Alors que la première révolution industrielle commence en Angleterre au XVIIIe s. (ce qui permet à cette dernière de surpasser la France), puis s'étend au Benelux
- La France ne connaît un décollage industriel – grâce à la libéralisation économique de la fin du Second Empire et du début de la Troisième République – qu'à partir de la seconde moitié du XIXe siècle.
 - La France a rattrapé le développement économique de l'Angleterre,
 - et qui étend et développe ses colonies.
 - En 1880, elle produit 10 % de la production mondiale.
- Puis, progressivement sa puissance économique s'affaiblit suite à de mauvaises politiques économiques et à la faible croissance démographique de sa population agricole.
- Les deux guerres mondiales du XXe siècle, puis la décolonisation, réduiront le poids économique de l'Europe en général dans le monde, et de la France en particulier.

Les „Trente glorieuses“

Entre 1946 et 1973 la France connaît une période de forte croissance (en moyenne 5% par an) que l'économiste Jean Fourastié a, *a posteriori*, qualifiée de Trente Glorieuses.

- Cette forte croissance est essentiellement due à des durées de travail très importantes,
- et à de forts gains de productivité.
- Les gains de productivité dérivent du rattrapage technologique vis-à-vis des USA - la puissance dominante.
- Ainsi en 1950, le revenu moyen d'un Français représente à peine plus de la moitié de celui d'un américain (55 %), alors qu'il en atteint les 4/5 en 1973.
- La fin du rattrapage coïncide donc avec la fin de la période de forte croissance.
 - La population active ne connaît qu'une faible croissance durant cette période, car le baby boom n'accroît pas à court terme la force de travail en raison de l'allongement de la durée des études.
 - L'économie française a bénéficié du marché commun européen, mis en place entre 1957 et 1968.

II) L'économie française depuis un demi-siècle

- Depuis plus de vingt ans, les aléas de la **conjoncture** (État de l'économie à un moment donné) frappent l'Europe et la France, comme ils touchent les États-Unis,
- les phases de baisse du **chômage** sont toujours plus brèves et moins intenses que celles où il augmente.
- La croissance est à l'avenant, toujours plus faible en France et en Europe qu'aux États-Unis (graphique 1).
- Y a-t-il là une fatalité européenne ? L'examen de l'histoire récente fournit-elle quelques explications ?

■ Tableau 1. - Croissance du PIB et de la productivité du travail (en %)

Croissance du PIB	1950-1973	1973-1979	1979-1990	1990-1997	1997-2000	2000-2002*
France	5,0	2,8	2,2	1,4	3,6	1,4
Union européenne	4,8	2,4	2,3	1,7	3,1	1,1
États-Unis	3,6	2,6	2,6	2,3	4,2	1,3
Croissance de la productivité du travail	1950-1973	1973-1979	1979-1990	1990-1997	1997-2000	2000-2002*
France	5,0	2,6	2,1	1,3	1,4	0,0
Union européenne	4,5	2,7	1,9	0,9	1,1	0,1
États-Unis	2,5	0,7	1,1	1,4	2,9	0,9

* Chiffres provisoires pour 2001 et prévisions OFCE pour 2002. Source : OCDE, *MEI economic outlook, no 73, 2003* et *Dynamic Forces in Capitalist Develop*

Taux de croissance du PIB

Source : Les chiffres de l'économie N°74 Alternatives économiques hors série, p.94

pays	1991-1995	1996-2000	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Chine	12,3 %	8,6 %	8,4 %	8,3 %	9,1 %	10,0 %	10,1 %	10,4 %	10,7 %
Inde	5,1 %	6,0 %	5,3 %	4,1 %	4,3 %	7,3 %	7,8 %	9,2 %	9,2 %
France	1,1 %	2,7 %	4,0 %	1,8 %	1,1 %	1,1 %	2,0 %	1,2 %	2,1 %
Royaume-Uni	1,6 %	3,2 %	3,8 %	2,4 %	2,1 %	2,7 %	3,3 %	1,9 %	2,8 %
États-Unis	2,4 %	4,1 %	3,7 %	0,8 %	1,6 %	2,5 %	3,9 %	3,2 %	3,3 %

III) 1945-1973 : des Trente Glorieuses à la montée du chômage

- Après la Seconde Guerre mondiale, le monde développé connaît **une phase de croissance forte** et prolongée.
- La production de masse et les innovations technologiques sont nombreuses, et la productivité du travail des États-Unis, l'économie dominante, est de 2,5 % par an.
- **L'Europe et la France** profitent de cette vague d'innovations à laquelle s'ajoutent deux phénomènes spécifiques :
 - la reconstruction suite aux dommages de la guerre sur les biens productifs ou résidentiels et
 - le rattrapage technologique sur les États-Unis.
- Ce double effort d'investissement en capital et en technologie engendre une croissance de la productivité du travail de l'ordre de **5 %** par an.
- Durant cette période, la production par individu, et donc la richesse, a pratiquement **quadruplé**

- **L'industrialisation** progressive des sociétés européennes a pour conséquence une modification profonde de la société :
 - la population agricole vient accroître les effectifs de l'industrie.
 - En France, la part de l'emploi agricole passe de 20 % dans les années soixante à un peu plus de 10% en 1970.
 - **L'industrialisation** va de pair avec l'urbanisation et l'exode rural.
 - Ce bouleversement de la société française s'accompagne du développement rapide d'un solide **système de protection sociale**, qui devient de moins en moins corporatiste et de plus en plus universel.
 - Assurance chômage, retraite, santé, famille mais aussi éducation sont le socle d'une économie non marchande, administrée, financée par des transferts.

Exode rural

- déplacement de population des zones rurales vers les zones urbaines.
- généralisé aux pays en voie de développement dans la seconde moitié du XXe s.
- **Après 1945**
 - En France, le dernier mouvement d'exode rural a commencé après 1945.
 - l'exode rural des régions de l'Ouest (Vendée, Anjou, Bretagne)
 - qui avaient réussi à garder plus longtemps leurs populations, par l'effet conjugué de structures familiales très encadrées par l'Eglise, et d'une agriculture vivrière très autarcique.
 - D'après l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), l'exode rural s'est *grosso modo* terminé en France en 1975 après le remembrement (Reconstitution de domaines agricoles dont on estime l'exploitation plus aisée que celle des parcelles morcelées à l'excès) de 1965.
 - Depuis cette date, le solde migratoire campagne/ville s'est stabilisé, voire depuis le début des années 1990 s'est inversé aux alentours des grandes régions urbanisées.
 - On parle maintenant de rurbanisation : des citadins s'installent à la campagne, mais gardent un mode de vie urbain, un travail en ville.
 - Ce phénomène produit un « mitage » (Éparpillement anarchique des constructions) du paysage par un bâti parsemé, ou au mieux réparti en lotissements

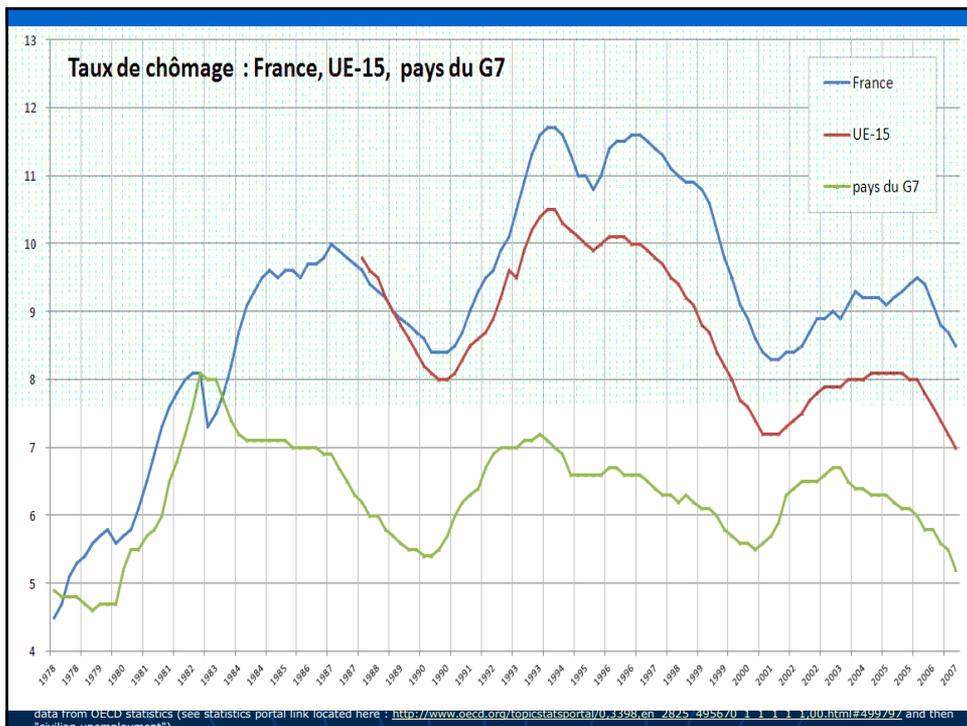
Les chocs pétroliers, le ralentissement de la productivité

- La fin du système monétaire de Bretton Woods en 1971, et le premier choc pétrolier à la suite du conflit israélo-arabe de 1973 marquent le terme de ce cycle d'expansion.
 - **Les principaux chocs pétroliers**
 - 1973 : Premier choc pétrolier (guerre du Kippour)
 - 1979 : Deuxième choc pétrolier à cause de la révolution iranienne
 - 2008 : Troisième choc pétrolier
- Les tensions apparues à la fin des années soixante se sont traduites par de l'inflation (autour de 6 % en France et en Europe en 1968, 4% aux États-Unis) et expliquent la décision d'abandonner la convertibilité du dollar.
- L'année 1975 est marquée par une récession (en France, le PIB diminue de 0,3 %, aux États-Unis de 0,4 %).
- En moyenne de 1973 à 1979, la croissance retombe à un rythme nettement inférieur à 3 % l'an.
- L'Europe connaît de grands désordres monétaires

- le **chômage** augmente de pratiquement cinq points en une décennie ; alors qu'il fluctuait autour de 3 % dans les années soixante, il atteint plus de 8 % en 1983.
- La fin de cette période de forte croissance, appelée les Trente Glorieuses, se traduit aussi par un net ralentissement de la croissance de la productivité.
- En France, au cours des années soixante-dix, la croissance de la productivité du travail est **divisée par deux passant de 5 % par an à 2,6 %**.
- Les économies développées traversent une crise profonde.
- La trajectoire française est très liée à celle de l'Europe, que ce soit en termes de croissance du PIB, d'inflation ou de chômage.
- En 1979, le second choc pétrolier frappe à nouveau l'économie mondiale et relance l'inflation.

Une économie marquée par le chômage

- Le **chômage** a profondément marqué l'économie française
 - mais le taux de chômage n'est pas la seule mesure et la **durée** des périodes de chômage doit être prise en compte.
 - Ainsi, la **montée** du chômage s'est accompagnée d'une **augmentation** très nette **de la durée** moyenne du chômage.
 - Elle a pratiquement **doublé en trente ans**.
- Ce constat se retrouve aux États-Unis où la durée moyenne de chômage est passée d'un mois en 2000 à plus de quatre mois en 2002 (4x) pour un taux de chômage qui a augmenté de 4 % à 5,8 %.
 - Le chômage touche de façon à peu près équivalente **les hommes et les femmes**,
 - celui des **jeunes** est élevé, mais correspond à des épisodes assez courts.
 - Ce n'est pas **un jeune sur cinq** qui cherche du travail, mais un sur douze.
 - La durée est très variable suivant les chômeurs.
 - La part des **chômeurs de longue durée** (plus d'un an) a **doublé** en trente ans.
 - Le **chômeur de longue durée** est plutôt âgé et a un niveau d'éducation inférieur à la moyenne.



Une économie marquée par le chômage

Tableau 2. - Quelques indicateurs de chômage

	1970	1980	1990	1997	2000	2001	2002
Taux de chômage (%)	2,5	6,3	8,9	12,4	10,0	8,8	8,9
Durée moyenne du chômage (mois)	9	12	15	16	15,9	14,5	12,8
Chômeurs de plus d'un an (% du total)	21	32	40	43	40,1	35,3	30,2
Chômeurs indemnisés (% du total)		72	73	65	82	89,8	92

Tableau 3. - Structure par âge du chômage en 2002

Source : enquête Emploi 2002, INSEE

	15-24 ans	25-49 ans	50 ans et +
Durée moyenne du chômage (mois)	6,7	12,2	22,3
Taux de chômage (au sens du BIT)	20,2	8,3	6,3
Chômeurs de plus d'un an (% du total)	15,6	31,1	53,5

Les mutations de l'emploi

Tableau 4. - Structure de l'emploi (en %)

	1960	1980	2001
Agriculture	22,0	9,4	5,2
Industrie	29,1	24,8	17,7
Services marchands	35,3	43,5	49
Services administrés	13,6	22,3	28,2

Les mutations de l'emploi

- Les Trente Glorieuses - un développement rapide de l'industrie.
 - **main-d'œuvre** - dans le secteur agricole - d'importants gains de productivité.
 - Plus récemment - **secteur tertiaire**
- **l'industrie** - un peu plus d'un emploi sur six,
 - un pour quatre en Allemagne.
- Le développement des **services**:
 - secteur marchand, - services aux entreprises et aux personnes
 - secteur des services administrés (éducation, administration, santé et action sociale notamment).
 - la **santé** et de **l'éducation** - une évolution spectaculaire au cours des vingt dernières années (tableau 4).
- la **précarité** et la **flexibilité** dans le secteur marchand
 - En vingt ans, la part des **emplois précaires** ou **flexibles** a ainsi triplé,
 - contrats précaires (contrats à durée déterminée, intérim, stages) est passé de 2,8 % en 1982 à 9,9 % en 2002.
 - Voir CPE

II.b.6.iii. Les cotisations sociales

Tableau 5. - Recette de cotisations sociales employeurs et salariés (en % du PIB*)

	1990	2000
² France	18,9	16,4
Union européenne	12,8	12,4
États-Unis	6,8	6,8

**produit intérieur brut* (Agrégat (somme) mesurant la valeur de la production de biens et de services sur le territoire national pendant une année)

Source : Statistiques des recettes publiques 2001.

II.b.6.iii. Les cotisations sociales

- La protection sociale développée
- système de cotisations obligatoires couvre les principaux risques : santé, chômage, famille et vieillesse.
- La France au-dessus de la moyenne européenne
- **cotisations** - plus de deux fois supérieures qu'aux États-Unis
- années quatre-vingt-dix, le **coût du travail** - réduit.
- la protection sociale
 - 66 % par les cotisations sur les salaires.
 - Le reste - des ressources transférées du budget général ou des impôts et taxes spécifiques affectés à la protection sociale (par exemple les taxes sur le tabac ou la contribution sociale généralisée).

II.b.6.iv. Le salaire minimum

Tableau 6. - Le SMIC* dans différents pays (en euros) (* Salaire minimum interprofessionnel de croissance.)

	SMIC mensuel (euros 1997)	Salaire mensuel médian (prostřední)	SMIC/salaire médian	Coût/salaire médian
Allemagne	1 244	2 539	0,49	0,49
France	991	1 680	0,59	0,52
Royaume-Uni	864	1 964	0,44	0,41
États-Unis	746	1 913	0,39	0,39

Source : Minima sociaux, entre protection et insertion, La Documentation française, 1997.

II.b.6.iv. Le salaire minimum

- Le **salaire minimum** relativement élevé (notamment depuis le passage à 35 heures.
- le **SMIC** rapporté au **salaire médian** (qui intègre alors les effets de structure et les différences de productivité entre pays)
- le SMIC est égal à 60 % du salaire médian
- La baisse de charges sur les bas salaires

II.b.6.v. Les dépenses de santé

Tableau 7. - Dépenses de santé totales

<u>Dépense de santé (% du PIB)</u>	1960	1990	2000
France	4,2	8,6	9,5
États-Unis	5,1	11,9	13,0
Allemagne	-	8,7	10,6
Union européenne	-	7,4	10,6
<u>Financement de la dépense de santé</u>	France	États-Unis	Allemagne
État	3,9	30,1	7,1
Sécurité sociale	72,5	14,5	69,8
Ménages	10,3	17,7	11,9
Assurances privées et mutuelles	12,2	33,2	6,9
Autres sources (dont reste du monde)	1,1	4,5	4,3

Source : OECD Health data 2002

II.b.6.v. Les dépenses de santé

- le secteur de la **santé** - croissance très rapide.
- La part de la santé dans le PIB a plus que doublé
- la dépense par tête a été multipliée par sept
- aujourd'hui environ 2 300 euros par tête.
- La **règle** - plus un pays est riche, plus la dépense de santé est grande.
- **forte socialisation** dans le système de santé.
 - Cf. la part prise en charge par le système public = de plus de 75 % en France (contre moins de 45 % aux États-Unis.)
 - Le système français = assez proche de la moyenne européenne
- difficile de relier dépenses de santé et indicateurs de la santé.

II.b.6.vi. La tertiarisation de l'économie française

- Depuis trente ans, **la part de l'industrie se réduit**,
- 1/5 contre presque 1/4 en 1980.
- **valeur ajoutée** de l'industrie = plus volatile que par le passé :
 - plus soumise aux fluctuations extérieures,
 - plus exposée à la concurrence internationale,
 - elle est au cœur des changements de l'économie mondiale.
- le **secteur manufacturier** est le moins développé (après la Grèce, le Luxembourg et le Danemark)
- Cette répartition sectorielle - **conséquences** sur les enchaînements conjoncturels.
 - En 1997, par exemple, la France = beaucoup moins touchée par la crise asiatique et ses prolongements en Russie et en Europe de l'Est.
 - Cette crise a ralenti les échanges mondiaux de produits manufacturés, dont l'impact direct est moindre en France qu'en Allemagne et en Italie.

II.b.6.xi. Libéralisation et internationalisation des entreprises ?

Tableau 10. - Le palmarès des groupes suivant leur volume d'échanges en 2002

	Import		Export
1	TotalFinaElf France	1	Renault SAS
2	Renault SAS	2	Automobiles Peugeot
3	Gaz de France	3	SOC AVSA
4	Peugeot Citroën Automobile SA	4	Airbus
5	Airbus France	5	Automobiles Citroën
6	Groupe Volkswagen France SA	6	Électricité de France
7	Eso Société Anonyme Française	7	Peugeot Citroën Automobile SA
8	Société des Pétroles Shell	8	Snecma Moteurs
9	Société Air France	9	Atofina
10	Daimler Chrysler France	10	Schneider Electric Industries Sas
11	BP France	11	Renault VI
12	Hewlett-Packard Centre Compétence France	12	Sanofi Winthrop Industrie
13	SEITA	13	SGS Thomson Microelectronics NV
14	Philips France	14	Dassault Aviation
15	Laboratoire Glaxosmithkline	15	Philips France
16	General Motors France	16	Hewlett-Packard Europe B-V
17	Ford France Automobiles	17	Michelin
18	CIE IBM France	18	Peugeot Motor Company PLC
19	Snecma Moteurs	19	TotalFinaElf France
20	BMW France	20	GE Energy Products France SNC

Source : Douanes.

II.b.6.xi. Libéralisation et internationalisation des entreprises ?

- L'essentiel du commerce extérieur français est le fait d'un **petit nombre d'entreprises**.
- les **groupes étrangers** occupent une place non négligeable puisque neuf d'entre eux sont présents dans le classement à l'import et trois parmi les plus gros exportateurs.
- Les **groupes américains** sont les plus nombreux avec Hewlett-Packard, Ford, Exxon et General Motors ;
- viennent ensuite les **groupes néerlandais** avec Philips, Shell et SGS-Thomson Microelectronics NV.
- Les **constructeurs automobiles allemands** Volkswagen et Daimler-Chrysler, ainsi que **l'italien** Fiat complètent l'ensemble des groupes d'origine étrangère.
- La pénétration des groupes étrangers sur le marché français, conséquence de l'intégration dans le commerce international
- a **mondialisation de l'économie**, les importants mouvements de concentration,
 - que ce soit dans les secteurs de l'automobile, - avec notamment la fusion de Daimler-Benz et de Chrysler, les rachats de Nissan par Renault, de Volvo par Ford -, de la chimie, - création d'Aventis, rachat d'Elf-Aquitaine par TotalFina - ou encore dans le secteur de l'aéronautique - avec la création de EADS qui détendra 80 % d'Airbus Industrie -, devraient modifier de façon notable les prochains palmarès. Il en résulte un poids encore plus important des groupes dans l'ensemble des opérateurs du commerce extérieur.
- Ce phénomène d'ouverture s'est accéléré et les opérations de fusions acquisitions et en particulier les achats opérés par des entreprises françaises représentent, en part, plus de deux fois ce qu'elles étaient en 1995.
- En 2000, suite aux retournements des marchés financiers, les opérations de fusion acquisitions ont connu un ralentissement sensible, mais on peut noter la tendance à l'accélération de ce type d'opérations sur les dix dernières années.